

Pour Bagneux

NOVEMBRE 2009

Journal de **Patrick ALEXANIAN**,

Conseiller général des Hauts-de-Seine, Canton de Bagneux

Aujourd'hui, plus que jamais...

Conseiller général, j'ai été élu pour défendre les intérêts de notre ville, de tous ses habitants. C'est donc avec franchise que je m'adresse à vous.

Chaque jour les coups pleuvent : tant pis pour les services publics, pour les collectivités locales, pour les habitants. Une seule chose compte pour le gouvernement : économiser l'argent sur le dos des populations modestes pour gonfler les bénéfices des puissants.

Sans aucune pudeur, sans retenue, il n'y a pas un jour sans que soient annoncées des baisses de subventions aux associations, aux organismes sociaux, aux politiques sociales et culturelles.

Le gouvernement et le Conseil général, main dans la main, font feu de tout bois pour s'attaquer aux collectivités locales et aux populations.

Le gouvernement multiplie les attaques contre les ressources communales et les populations : suppression de la taxe professionnelle, attaque contre la Dotation de Solidarité Urbaine, opération ICADE, refus d'augmenter le pouvoir d'achat ; le Conseil général lui, diminue les subventions aux associations, aux organismes sociaux, réduit ses programmes en direction des populations qui en ont le plus besoin.

Grâce à votre mobilisation, à un travail en commun avec Madame la Députée-Maire, avec la municipalité, des succès sont obtenus. Il en est ainsi pour la DSU, pour la vente d'ICADE, pour telle ou telle subvention.

Certes, face à cette avalanche de mauvais coups, il y a encore beaucoup à faire mais ces succès sont un gage de confiance. Ils me confortent dans la volonté d'agir pour maintenir un haut niveau d'ambition pour notre ville et tous ses habitants.

Une action qui, pour être la plus efficace possible, demande votre intervention.

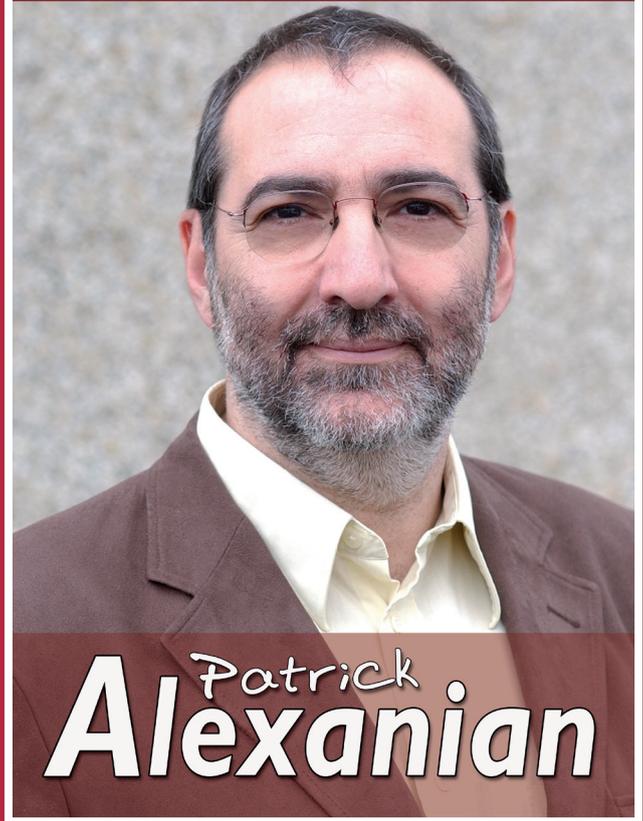
C'est la raison de ma confiance.

Oui, avec vous, pour Bagneux,

Aujourd'hui, plus que jamais...

Patrick Alexanian

VOTRE CONSEILLER GÉNÉRAL



Patrick
Alexanian

Invitation Conseil de Canton

Lieu d'échanges et de participation autour des enjeux de la politique départementale, venez exprimer votre point de vue sur la politique du Conseil général des Hauts-de-Seine.

samedi
28 novembre
10h, à l'ancienne Mairie,

Salle Caillat

(1 rue de la Mairie à Bagneux)

Actualité en photos



Soirée de lancement des Assises du péri-co-laire le 12 octobre



Présentation du projet de terminus de la li-gne 4 du Métro à Bagneux, le 30 juin 2009



Vernissage de l'exposition Traverses 92 avec Marie-Hélène Amiable, Députée-Maire

Dossier : collectivités locales

Avec l'« EPAD », le « Grand Paris » ou la « réforme territoriale », on veut éloigner les lieux de pouvoir et de décisions des citoyens. Ces mesures ont un seul objectif : imposer un retour à l'étatisme autoritaire, refuser de donner la parole aux habitants et aux élus de terrain.

La Défense, l'EPAD... Territoire ou coffre fort ?

La candidature de Jean Sarkozy à la Présidence de l'EPAD, annoncée à grands renforts de communication, n'avait aucune légitimité. Véritable provocation, elle a créé un choc. Un choc qui a heureusement déclenché une mobilisation salubre.



Soutien à Patrick Jarry pour la Présidence de l'EPAD

Cette vision du pouvoir sarkozyste, est révélatrice de la politique menée. En effet, dans le même temps, le Président de la République impose par décrets aux collectivités locales la fusion de l'EPAD et de l'EPASA afin de créer l'EPADSA. La Défense sera ainsi arbitrairement étendue, 72 % du territoire sera sur la ville de Nanterre qui ainsi n'aura plus son mot à dire sur l'aménagement de son propre territoire !

Le Conseil régional et les

Conseils municipaux de Courbevoie, Puteaux et Nanterre ont rejeté ces projets de décrets.

Décidément la concertation est la bête noire du gouvernement.

Il faut au contraire plus de concertation avec la population et les élus sur le devenir de leur Région. Il faut réinscrire La Défense dans un développement harmonieux, où il fait bon vivre et travailler... Le contraire du projet présidentiel.

EPAD : l'Établissement Public d'Aménagement de la Défense

EPASA : l'Établissement Public d'Aménagement Seine-Arche

Grand Paris : La population oubliée !

L'ampleur des inégalités sociales et territoriales est telle en Ile-de-France, qu'elle met en cause le devenir de la métropole parisienne. Et pourtant, malgré des mots qui affichent des objectifs ambitieux, le projet du Grand Paris fait l'impasse sur les besoins des habitants. Les questions du logement, de l'emploi, du cadre de vie ou encore de l'environnement, sont mises de côté.

La proposition « phare » serait la création d'un métro reliant les grands pôles économiques. Mais un métro qui délaisse les territoires et les populations, avec des stations distantes entre elles de 3 km, est-il la solution ?

Bien au contraire, ce qu'il faut pour notre Région, c'est concilier transports, emplois, logements. C'est indispensable pour améliorer la vie des Franciliens et Franciliennes.

Ajoutons à cela que le Ministre Devedjian, Président du Conseil général du 92, vient de créer une association concurrente à Paris Métropole (syndicat mixte qui regroupe une centaine de collectivités de tout bord politique pour réfléchir à l'avenir de notre Région) avec comme seul objectif de refuser un débat pluraliste à ce sujet.

Réforme territoriale... MEDEF ou Collectivités locales il faut choisir !

Sous prétexte d'empilement, de simplification, la « réforme territoriale » de Nicolas Sarkozy propose de réduire de moitié le nombre d'élus locaux.

Pour empêcher les citoyens d'intervenir, on s'attaque aux collectivités, aux élus qui sont les plus proches des habitants.

Ce projet est à mettre en lien avec d'autres dispositions déjà prises, ou en cours d'adoption, qui participent à l'attaque globale contre les services publics locaux, comme la suppression de la Taxe Professionnelle (au seul bénéfice du MEDEF).

Conséquence : le transfert de la fiscalité des entreprises sur les ménages et la réduction des dépenses publiques. Résultat : les collectivités locales qui développent des services publics du quotidien pour aider les populations n'auront plus suffisamment de moyens financiers pour agir.

Avec mes collègues, j'agis pour donner plus de pouvoirs aux citoyens, plus de moyens de contrôler ce qui est fait en leur nom. Cela demande plus de décentralisation et moins d'autoritarisme... Le contraire de ce que propose le gouvernement.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES RÉALISENT 75 % DES INVESTISSEMENTS PUBLICS.

Accuser les collectivités de créer du déficit public, notamment dans une période de crise économique qui nécessite une relance de l'investissement et de la consommation des collectivités publiques, des entreprises et des ménages est un mensonge.

Sans commentaire !

- L'allègement de la fiscalité des plus-values des entreprises a coûté 20,5 milliards d'euros à l'Etat.
- L'Élysée a dépensé en 2008 3,28 millions d'euros en sondage divers.
- Le coût du retour de la France dans l'OTAN : 650 millions d'euros.

Pour une politique sociale ambitieuse !

Notre Département est l'un des plus riches de France. C'est aussi un des plus inégalitaires.

C'est non sans raison que le personnel du « Pôle Solidarité » du Conseil général lutte depuis plusieurs semaines pour dénoncer la surcharge de travail, la diminution des moyens humains et financiers, la perte du sens du travail social...



Je soutiens le personnel en lutte du Conseil général. Il est nécessaire que des moyens financiers et humains supplémentaires soient débloqués dans le domaine social, que ce soit pour l'Aide sociale à l'enfance, le Revenu de Solidarité Active ou encore l'aide aux financements des transports en commun.

Le financement de la carte améthyste dès 60 ans

En séance du 23 octobre 2009, avec mes collègues du groupe communiste et citoyen, nous sommes intervenus concernant la carte améthyste. Nous avons demandé que l'âge requis, pour l'aide accordée au financement de la carte améthyste soit abaissé à 60 ans (65 ans actuellement), afin de prendre en compte l'âge légal de départ à la retraite. Cette mesure sociale est indispensable pour compenser la chute importante de pouvoir d'achat et faciliterait les déplacements des retraités, indispensables tant pour les besoins quotidiens que pour aider à combattre l'isolement.

Pour une politique sportive pour tous !

L'enjeu que représente la pratique sportive dans notre société est considérable. Source d'épanouissement individuel et vecteur de valeurs collectives, la politique sportive du Conseil général doit être développée.

Membre de la commission Jeunesse et Sport, je suis amené à suivre particulièrement ce sujet : soutien des demandes de subventions balnéolaises, propositions d'amélioration du dispositif Vacancesports 92, soutien du sport féminin, demande d'un ré-équilibre budgétaire entre sport de masse et sport de haut niveau...

Pour le financement de la carte Imagin'R à hauteur de 50% !

Il y a quelques mois le Conseil général organisait des Assises de la jeunesse. Les jeunes ont notamment fait savoir leur volonté d'un remboursement de la carte Imagin'R, comme cela se fait dans d'autres départements d'Ile-de-France. Soutenir le pouvoir d'achat de la jeunesse pour faciliter leur circulation, c'est permettre à des milliers de jeunes de participer à des activités périscolaires et culturelles, mais c'est aussi faciliter leur insertion dans la vie professionnelle. J'ai déposé un vœu dans ce sens en séance publique du Conseil général. Un vœu rejeté par la droite départementale.

Patrick Alexanian, Sidi Dimbaga, Adjoint à la jeunesse, Nadia Seisen, élue déléguée au Conseil local de la Jeunesse, ont invité Cyrille Dechenoix, Conseiller général délégué à la jeunesse, à discuter avec les jeunes Balnéolais le 10 juin 2009.



Elections régionales :

L'urgence du rassemblement

Elles se dérouleront en deux tours les 14 et 21 mars prochains. Pour se faire entendre, rassemblons-nous contre la politique Sarkozy.

Au premier tour, l'urgence est de proposer des listes le plus large possible du Front de gauche actuel au NPA ainsi qu'à d'autres forces alternatives. Cela pour affirmer avec force, le refus de la politique gouvernementale et la nécessité de changements profonds.

Au second tour, sans aucune ambiguïté, ces listes devront tout faire pour battre la droite en contribuant à rassembler toutes les forces de gauche. Et j'ajoute personnellement : y compris en prenant leur responsabilité pour faire barrage au quotidien à la politique gouvernementale et aider à faire de nos Régions des pôles de résistance.



CG92/Jean-Luc DOLMAIRE

Mes interventions

- Non à la privatisation de la Poste

Nous demandons l'organisation d'un référendum national sur l'avenir de La Poste, pour un service public postal de qualité sur tout le territoire au service de la population.

- Concernant la vente des logements ICADE

Je suis intervenu auprès du Préfet pour que l'Etat propose un financement décent aux bailleurs pour les aider à acheter ce patrimoine, pour qu'ils puissent le réhabiliter mais aussi pour qu'ils puissent proposer des loyers modérés aux locataires. Avec Marie-Hélène Amiable, Députée-Maire, j'ai également rencontré le Président du Conseil général à ce sujet.

- Pour un soutien des missions locales du Département

Je suis intervenu pour dénoncer les coupes sombres opérées dans le budget consacré au Fonds d'Insertion aux Jeunes : 4,22 millions d'euros en 2007, 3,91 millions d'euros en 2008, 3,65 millions d'euros en 2009 (chiffres du budget primitif). A l'heure où le chômage des jeunes s'envole, il est honteux que le Conseil général réduise les aides aux Missions locales.

DEMANDE DE TRANSPARENCE DANS L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS !

D'une manière générale, le Département diminue ses subventions et se désengage des actions menées par les associations, cela sans tenir compte de la réalité de celles-ci et sans qu'aucune explication ne soit donnée à l'ensemble des élus ni aux principaux concernés.

Les subventions accordées (ou non) dans le domaine de la politique de la ville en sont des exemples criants.

Nous avons demandé la mise en place, avant le vote du budget 2010, d'un groupe de travail pluraliste, afin que les critères d'attribution pour les subventions aux associations soient transparents et justes.

A suivre...

Pour un soutien de la culture



La fête des Vendanges 2009

Le budget culture 2009 départemental est en diminution par rapport à l'année précédente. Nous sommes intervenus pour dénoncer ce désengagement. Nous protestons également contre la concentration des investissements culturels du Conseil général à Boulogne-Billancourt au détriment du reste du Département.

J'interviens pour défendre la culture balnéolaïse : pour un conventionnement du théâtre, pour un soutien des compagnies et associations culturelles, pour une hausse des subventions aux équipements...

Par ailleurs, pour l'année 2009, j'ai obtenu qu'une subvention de 30 000 euros soit accordée pour la Fête des vendanges.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter mon blog :

<http://patrickalexanian.typepad.fr/>

Pour être informés des actualités et dossiers du département, retournez-nous le coupon ci-dessous à l'adresse suivante :

M. Patrick Alexanian - Mairie de Bagneux - 57 avenue Henri Ravera - 92220 Bagneux

Tél. : 01 42 31 68 48 - mail : patrick.alexanian@mairie-bagneux.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Tel :

Sujet d'intérêt :